



Appel à la grève et à la mobilisation le 15 mai 2014

Face au blocage du point d'indice pour la cinquième année consécutive et aux suppressions d'emplois dans la fonction publique, les organisations syndicales **appellent les agents de la Fonction publique à une journée nationale d'action le 15 mai prochain.**

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU du MEDDE et du MLET s'y associent et appellent à la grève.

Par ailleurs, elles dénoncent le pacte de responsabilité qui détruit notre modèle social et n'apporte pas de réponse aux attentes et aux souffrances des salariés et des citoyens.

Il coûte cher au pays (50 milliards d'euros) et n'apporte ni relance, ni croissance, ni emploi. Le plan d'économie dans les finances publiques est synonyme d'une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, de réduction des services publics, de leurs missions et d'une dégradation des conditions de travail.

Pour le MEDDE et le MLET cela se traduit dès 2014 par la suppression d'effectifs (1709 postes) et une baisse des crédits d'intervention de 7% qui impacte les personnels et les services. Pour nos services, le désengagement de l'État cela veut dire :

- › l'abandon de missions notamment l'ADS et l'ATESAT ;
- › une action sociale sacrifiée ;
- › une réduction de moitié de l'enveloppe catégorielle impactant notamment le déroulement de carrière ;
- › la privatisation des routes avec remise en cause de l'organisation du service public routier de l'État ;
- › la tentative de privatisation des missions de régulation aérienne de la DGAC et la remise en cause des centres départementaux de Météo-France ;
- › un secteur maritime sans respect des garanties minimales, un manque de moyens et d'effectifs pour le contrôle, une absence de projet stratégique pour l'enseignement ;
- › une logique entrepreneuriale de VNF recherchant la productivité à marche forcée au détriment du niveau de service ;
- › un projet de regroupement immobilier en administration centrale dégradant les conditions de travail sans avis du CHSCT ;
- › des menaces sur le devenir des Ouvriers d'État, le recrutement des OPA et la publication des textes nécessaires à l'intégration des OPA dans la Fonction publique territoriale ;

- › dans la mise en place du CEREMA l'absence au réponse aux besoins notamment sur l'amélioration de la situation du personnel (paye, harmonisation indemnitaire, remboursement des frais de déplacement, etc...), le fonctionnement du service et l'avenir des missions ;
- › la création de l'AFB avec des financements insuffisants et des menaces supplémentaires sur les missions des établissements et services existants.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, FO, FSU du MEDDE/MLET ont décidé d'organiser un cadre de mobilisation unitaire pour faire échec aux projets gouvernementaux. **Elles appellent toutes leurs composantes à créer les conditions d'une forte mobilisation le 15 mai prochain et à débattre le 16 mai en assemblées générales sur la poursuite de l'action dès la semaine suivante.** Tous les secteurs de nos ministères MEDDE et MLET sont concernés, la réussite de cette mobilisation sera déterminante pour faire aboutir nos revendications :

- Emplois, Salaires, Protection sociale : nous refusons le pacte de responsabilité et de solidarité !
- La suppression du gel des prestations sociales et la revalorisation des retraites
- Exigeons la revalorisation du SMIC et du traitement des fonctionnaires (+ 8 % de la valeur du point d'indice), la reconnaissance des qualifications pour garantir un bon déroulement de carrière.
- Exigeons l'arrêt du gâchis que représentent l'externalisation des missions et leurs privatisations (sous-traitance, concessions, Partenariats Publics Privés (PPP)). Le désengagement de l'État des politiques publiques est inacceptable.
- Exigeons ensemble la fin de la MAP (suite de la RGPP) et l'arrêt des suppressions de postes et obtenons des recrutements pour répondre aux besoins économiques, sociaux et environnementaux.

**Ensemble, agents des services et établissements publics
du Ministère de l'écologie, du développement durable et le l'énergie (MEDDE)
et du Ministère du logement et de l'égalité des territoires (MLET)
exigeons des réponses à nos revendications !**